

Paris, le 4 avril 2013

Pourquoi il est indispensable de relancer le 5+5. Le sommet de Malte a été un sommet pour rien.

Par Michel Roche, consultant indépendant, associé au groupe d'analyse de JFC Conseil

Alors que le 5+5 ne s'était pas réuni depuis le début des mouvements révolutionnaires de 2011, le sommet de Malte devait marquer la relance du processus et assigner de nouvelles perspectives à la coopération en Méditerranée occidentale. Force est de constater qu'il n'en a rien été. Par rapport aux perspectives de travail présentées lors de la dernière réunion des ministres des Affaires étrangères (Tunis 2010) on peut même parler de régression. D'ailleurs aucune date n'a été officiellement annoncée pour tenir une première réunion de niveau ministériel.

La présidence maltaise n'a manifestement pas fait son travail de préparation du sommet. Elle s'est montrée essentiellement préoccupée d'afficher une réunion des chefs d'Etat et de gouvernements que de développer des véritables propositions de fond. On constate que de manière constante La Valette a toujours cherché à tirer directement profit de sa participation au 5+5 sans véritablement s'investir, n'hésitant pas à l'occasion à jouer contre le processus lui-même en intervenant directement pour un élargissement.

La France qui est à l'origine du 5+5 n'a pas non plus cherché à faire avancer le processus lors de la phase préparatoire du sommet. C'est d'autant plus préoccupant que rien de solide ne peut se faire sans une impulsion de sa part. On peut sans risque conclure que la France n'a pas de vision claire de ce qu'elle veut. En l'état du dossier, le gouvernement ne semble pas avoir repris à son compte l'héritage d'un projet initié par Mitterrand et Védrine ; l'engagement méditerranéen se fait attendre.

Les obstacles politiques qui pèsent sur une relance

L'agenda est évidemment très lourd, qu'il s'agisse de la situation en Libye et des crises au Mali et en Syrie. La relation algéro-marocaine se dégrade fortement à mesure que le dossier du Sahara occidental revient sur le devant de l'actualité. Du côté européen, la crise pèse également très fortement et mobilise les énergies, d'autant que l'Espagne et l'Italie connaissent des situations politiques difficiles. Ni Rome ni Madrid ne peuvent prendre l'initiative.

Tout cela est exact ; mais ces obstacles ne sont pas tels qu'ils doivent inhiber une approche collective de la relation avec le Maghreb qui est essentielle pour les Européens du sud. Relancer un processus est moins contraignant que de l'initier, d'autant qu'il existe un important acquis de 10 ans de travail qu'un coup d'accélérateur politique pourrait sans difficulté prolonger. En schématisant on peut dire que l'affichage d'une volonté politique ancrée sur un objectif précis permettrait aux administrations de se réunir et de faire des propositions concrètes.

Une action est nécessaire

Les raisons de fond qui avaient fondé la proposition française lors de la création du 5+5 n'ont pas changé. Les pays qui composent la région de Méditerranée occidentale sont liés par une forte identité historique et culturelle. Il existe une population importante d'origine maghrébine en Europe. La création d'une sphère de co-prospérité est non seulement possible, mais elle est aussi nécessaire à la fois pour des raisons économiques et de sécurité.

La crise que traversent actuellement les pays du sud ne doit pas nous amener à retarder. C'est maintenant qu'il faut envoyer des signaux politiques de soutien et préparer le terrain pour la relance qui viendra tôt ou tard.

La situation au Proche Orient fait que l'option de l'UpM est hors-jeu. Seul l'ouest de la Méditerranée peut apporter une véritable dynamique de coopération, et celle-ci est capable d'avoir des effets d'entraînement sur les pays non membres.

L'UE n'a pas réussi à élaborer une véritable vision pour la relation avec la rive sud de la Méditerranée. Si le 5+5 parvenait à retrouver son dynamisme ceci placerait les pays de la rive nord en position de peser sur les discussions à venir à Bruxelles ; à contrario, s'ils arrivent en ordre dispersé ils ne parviendront pas à faire entendre la voix de la région. La réflexion vaut d'abord vis-à-vis des grands partenaires continentaux dont les priorités ne sont pas méditerranéennes ; elle vaut aussi pour les partenaires de l'Adriatique. La Croatie qui vient d'intégrer l'UE a des ambitions, elle a aussi des patrons vis-à-vis desquels elle a des obligations, comme le montre sa complaisance récente à ne pas respecter l'embargo européen sur les exportations d'armes à destination de la Syrie.

Que peut apporter le 5+5 ?

Une relation de proximité ; c'est-à-dire précisément ce que ne peut pas faire Bruxelles. La formule existe ailleurs : Bénélux, coopération nordique, Visegrad etc . Mais c'est dans le cadre du 5+5 que l'on est allé le plus loin. Tous ces cadres ont en commun de reposer sur une proximité culturelle.

Une vision nouvelle : les pays de la Méditerranée Occidentale pourraient se rapprocher en utilisant la dynamique des « régions européennes ». Un nouveau voisinage spécifique est à créer. Pour nos partenaires à Bruxelles la tentation sera forte de placer tous les pays arabes de la Méditerranée sur le même plan. A horizon 15 à 20 ans notre relation ne peut se développer de la même manière avec le Maghreb et avec le Mashrek. Dire cela n'est pas exprimer un jugement de valeur mais prendre en compte une réalité.

Il s'agirait de libérer des énergies sans créer des structures. Décider pour cela de faire se rencontrer les responsables des administrations sur le modèle de ce qui se pratique dans les 5+5 les plus dynamiques : Défense, transports

Susciter des rencontres au niveau des parlements, des collectivités territoriales, des universités et des responsables économiques. Ceci permettrait aux sociétés civiles de tisser de véritables liens et d'établir une relation que nous n'avons pas su bâtir depuis les indépendances.

Michel Roche

Consultant indépendant

Associé au groupe d'analyse de JFC Conseil

[Réagir](#)